

PRÉFECTURE DE LA SEINE-MARITIME

ROUEN, le

12 MAR. 2008

DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT
ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

SERVICE DES INSTALLATIONS CLASSEES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

☎ 02 32 76 53.86

✉ 02 32 76 54.60

LE PREFET
De la Région de Haute-Normandie
Préfet de la Seine-Maritime

ARRETE

**SAS LAFARGE GRANULATS Seine Nord
ANNEVILLE-AMBOURVILLE**

Exploitation à titre temporaire d'une carrières de graves alluvionnaires

VU :

Le Code de l'Environnement, notamment son Livre V,

La demande en date du 5 avril 2007, complétée le 29 juin 2007 par laquelle la SAS LAFARGE GRANULATS Seine Nord (ex Compagnie des Sablières de la Seine) dont le siège social est situé 2, quai Henri IV – 75004 PARIS a sollicité l'autorisation d'exploiter, à titre temporaire, une carrière de graves alluvionnaires (reprise de fonds des plans d'eau) sur la commune d'ANNEVILLE-AMBOUVILLE lieu-dit « Les Nouettes ».

Les plans et autres documents joints à cette demande,

Le rapport de l'inspection des installations classées en date du 6 juillet 2007,

La lettre de convocation à la commission départementale de la nature, des paysages et des sites en date du 21 septembre 2007,

La délibération de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites (formation spécialisée des carrières) en date du 2 octobre 2007,

La transmission du projet d'arrêté faite le 13 février 2008,

La lettre d'observation de l'exploitant en date du 29 février 2008.

Les dossiers d'installations classées font l'objet, pour leur gestion, d'un traitement informatisé. Le droit d'accès au fichier et de rectification prévu par l'article 27 de la loi n° 78.17 du 6 janvier 1978 s'exerce auprès de la Préfecture.

7 place de la Madeleine - 76036 ROUEN Cedex - ☎ 02 32 76 50 00
Site Internet : <http://www.seine-maritime.pref.gouv.fr>

CONSIDERANT :

Que la SAS LAFARGE GRANULATS Seine Nord a sollicité l'autorisation d'exploiter, à titre temporaire, une carrière de graves alluvionnaires (reprise de fonds des plans d'eau) à ANNEVILLE-AMBOURVILLE, lieu-dit "Les Nouettes",

Que le volume de gisement est estimé à 80 000 m³ soit 136 000 tonnes,

Que ce projet n'entraînera pas de modification importantes sur le site,

Que le Plan d'Occupation des Sols de la commune d'ANNEVILLE-AMBOURVILLE permet l'exploitation de carrières sur les terrains sollicités,

Que le projet est conforme au schéma départemental des carrières,

Qu'aux termes de l'article L-512.1 du Code de l'Environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral,

ARRETE

Article 1 :

La SAS LAFARGE GRANULATS Seine Nord, dont le siège social est situé 2, quai Henri IV – 75004 PARIS, est autorisée à exploiter, à titre temporaire, une carrière de graves alluvionnaires (reprise de fonds des plans d'eau) d'un volume de 80 000 m³ sur la commune d'ANNEVILLE-AMBOURVILLE, lieu-dit « Les Nouettes » pour une superficie de 13 ha 96 a 21 ca.

Cette autorisation est accordée pour une durée de 6 mois renouvelable une fois, à compter de la date de notification du présent arrêté et est subordonnée au respect des prescriptions d'exploitation ci-annexées.

Article 2 :

En outre, l'exploitant devra se conformer strictement aux dispositions édictées par le livre II (titre III) - parties législatives et réglementaires - du Code du Travail, et aux textes pris pour son application dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs. Sur sa demande, tous renseignements utiles lui seront fournis par l'inspection du travail pour l'application de ces règlements.

Article 3 :

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution. Par ailleurs, ce même arrêté devra être affiché en permanence de façon visible à l'intérieur de l'établissement.

Article 4 :

Le présent arrêté ne préjudicie en rien aux dispositions du code de l'urbanisme. Dans l'hypothèse où un permis de construire est nécessaire, son instruction doit faire l'objet d'une demande distincte.

Article 5 :

La carrière demeurera d'ailleurs soumise à la surveillance de la police, de l'inspection des installations classées, de l'inspection du travail et des services d'incendie et de secours, ainsi qu'à l'exécution de toutes mesures ultérieures que l'administration jugerait nécessaire d'ordonner dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publiques.

Article 6 :

En cas de contraventions dûment constatées aux dispositions qui précèdent, le titulaire du présent arrêté pourra faire l'objet des sanctions prévues à l'article L-514.1 du Code de l'Environnement indépendamment des condamnations à prononcer par les tribunaux compétents.

Sauf le cas de force majeure, le présent arrêté cessera de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou n'a pas été exploitée pendant deux années consécutives.

Article 7 :

Au cas où la société serait amenée à céder son exploitation, le nouvel exploitant ou son représentant devra en faire la déclaration aux services préfectoraux, dans le mois suivant la prise en charge de l'exploitation.

Article 8 :

Conformément à l'article L-514.6 du Code de l'Environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de ROUEN. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée et de 6 mois pour les tiers à compter de l'achèvement des formalités de publication de la déclaration de début d'exploitation.

Article 9 :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 10 :

Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, le maire d'ANNEVILLE-AMBOURVILLE, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Haute-Normandie, les inspecteurs des installations classées, le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, les inspecteurs du travail, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, ainsi que tous agents habilités des services précités et toutes autorités de police et de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera affichée pendant une durée minimum d'un mois à la porte de la mairie d'ANNEVILLE-AMBOURVILLE

Un avis sera inséré aux frais de la société intéressée dans deux journaux d'annonces légales du département.

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général

Claude MOREL

Prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral
en date du

SAS LAFARGE GRANULATS SEINE NORD
(ex-Compagnie des Sablières de la Seine)
27 700 Bernières-sur-Seine

SOMMAIRE

Vu pour être annexé à mon arrêté
en date du 12 MAR 2008
ROUEN, le :

LE PRÉFET,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général

1. DISPOSITIONS GENERALES.....	2
1.1. INSTALLATIONS AUTORISÉES :.....	2
1.2. PÉRIMÈTRE ET DURÉE DE L'AUTORISATION :.....	2
1.3. DROITS DES TIERS :.....	3
1.4. TAXE UNIQUE :.....	3
1.5. MODIFICATION DES CONDITIONS D'EXPLOITATION :.....	3
1.6. RÉGLEMENTATION :.....	4
2. AMENAGEMENTS PRELIMINAIRES A L'EXPLOITATION.....	5
2.1. AFFICHAGE :.....	5
2.2. BORNAGE :.....	5
2.3. DIRECTEUR TECHNIQUE — CONSIGNES — PRÉVENTION — FORMATION :.....	5
2.4. DÉCLARATION DE DÉBUT D'EXPLOITATION :.....	5
3. CONDUITE DE L'EXPLOITATION.....	6
3.1. HORAIRES DE TRAVAIL :.....	6
3.2. EXPLOITATION :.....	6
3.3. TRAITEMENT — TRANSPORT — ÉVACUATION DES MATÉRIAUX.....	6
3.4. REGISTRES ET PLANS :.....	6
4. REMISE EN ETAT ET DECLARATION DE FIN DE TRAVAUX.....	7
4.1. CONDITIONS DE REMISE EN ÉTAT :.....	7
4.2. DÉCLARATION DE FIN DE TRAVAUX :.....	7
5. GARANTIES FINANCIERES.....	7
6. SECURITE.....	8
6.1. SÉCURITÉ DU PUBLIC :.....	8
6.2. RISQUES :.....	8
7. PREVENTION DES POLLUTIONS ET NUISANCES.....	9
7.1. GÉNÉRALITÉS :.....	9
7.2. EAU :.....	9
7.3. AIR :.....	11
7.4. DÉCHETS :.....	11
7.5. BRUITS :.....	11
7.6. CONTRÔLES :.....	12
8. DISPOSITIONS DIVERSES.....	12
8.1. DÉCLARATIONS DES ACCIDENTS ET INCIDENTS :.....	12
8.2. SANCTIONS :.....	12
9. ECHEANCIER.....	13

Annexes :

Plan de localisation des parcelles concernées
Plan de principe d'exploitation

1. DISPOSITIONS GENERALES

1.1. Installations autorisées :

La SAS **LAFARGE GRANULATS SEINE NORD**, dont le siège social est situé 2, quai Henri IV à PARIS (75004 – Cedex 04) est autorisée à reprendre le gisement encore en place au fond du plan d'eau sur la commune d'ANNEVILLE-AMBOURVILLE aux lieux-dits « Les Grèves » et « Les Nouettes » laissé lors des précédentes exploitations autorisées par les arrêtés préfectoraux des 21/01/1974, 29/05/1985 et 04/11/2003.

Les activités autorisées relèvent de la rubrique suivante de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

N°	Intitulé	A/D
2510.1.	Exploitation de carrière au sens de l'article 4 du Code Minier Terrains concernées : Surface totale à exploiter : 13 ha 96 a 21 ca (uniquement en reprise de fonds)	A

1.2. Périmètre et durée de l'autorisation :

Conformément au plan parcellaire annexé aux présentes prescriptions (*Annexe n° 1*), l'autorisation de reprise de fonds du lac porte sur les parcelles listées dans le tableau suivant représentant 13 ha 96 a 21 ca à exploiter :

Secteur sollicité	Parcelles autorisées antérieurement par	Numéro	Surface cadastrale (m²)	superficie demandée à l'exploitation (m²)
A	AP du 21/01/1974 (caduc)	D106	2620	2129
		D107	410	410
		D108	1480	1480
		D109	5640	5640
		D110	16010	10255
		D114	6240	3548
		D115	4610	2621
		D55	4049	984
		D56	5841	5841
		D57	7629	6335
		D58	11364	5013
		D601	66	66
		D602	66	66
		D603	42	42
		D604	42	42
		D738	624	390
		D741	1174	21

Secteur sollicité	Parcelles autorisées antérieurement par	Numéro	Surface cadastrale (m²)	superficie demandée à l'exploitation (m²)
A	AP du 29/05/1985 (caduc)	D102	3540	3198
		D104	1180	1180
		D105	16654	16084
		D605	172	172
		D606	150	150
		D607	21	21
		D608	22	22
		D609	281	174
		D610	82	82
		D611	220	155
		D750	531	531
		D751	56	56
		D760	2486	2031
		D761	15588	15588
		D95	11620	5195
		D97	19109	11412
		D98	2474	1012
	D96	27837	8662	
Total		169930	110608	
B	AP du 21/01/1974 (caduc)	D141	18350	743
		D163	7073	4252
		D164	11640	8500
		D169	4855	2407
		D170	2150	2150
		D171	1053	1053
		D172	1722	1135
		D620	540	78
		D621	58	58
		D622	116	39
	DC162	7336	1600	
	AP du 29/05/1985 (caduc)	D168	10400	6998
	AP du 04/11/2003	-	-	-
Total		65293	29013	
Total		235223	139621	

La présente autorisation est valable pour une durée de **6 mois** à partir de la date de notification du présent arrêté et renouvelable une fois, conformément aux dispositions de l'article 23 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1997 modifié.

1.3. Droits des tiers :

La présente autorisation est accordée sous réserve des droits des tiers et n'a d'effet que dans la mesure où l'exploitant est propriétaire du terrain ou a obtenu de celui-ci le droit de l'exploiter ou de l'utiliser.

1.4. Taxe unique :

La société est assujettie à la taxe générale sur les activités polluantes en application de l'article 266 sexies 1-8 du Code des Douanes.

1.5. Modification des conditions d'exploitation :

Tout projet de modification des conditions d'exploitation de la carrière et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être porté à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

1.6. Réglementation :

1.6.1. Réglementation générale :

L'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières est applicable à cette exploitation.

1.6.2. Police des carrières :

L'exploitant est également tenu de respecter les dispositions prescrites par :

- les articles 87, 90 et 107 du code minier,
- le décret n°80-330 du 7 mai 1980 modifié relatif à la police des carrières,
- le décret n°80-331 du 7 mai 1980 modifié portant Règlement Général des Industries Extractives (RGIE).

2. AMENAGEMENTS PRELIMINAIRES A L'EXPLOITATION

2.1. Affichage :

L'exploitant est tenu de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents :

- son identité,
- la référence de l'autorisation,
- l'objet des travaux,
- l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

2.2. Bornage :

L'exploitant est tenu de placer des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation. En guise de bornes, l'exploitant installera des bouées sur le plan d'eau indiquant les limites de l'extraction de reprise de fonds (le long des berges et en limite nord de chacun des secteurs).

Ces bouées doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation du secteur A puis du secteur B.

2.3. Directeur technique – Consignes – Prévention - Formation :

Le titulaire de l'autorisation d'exploiter doit déclarer au Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement :

- le nom de la personne physique chargée de la direction technique des travaux,
- les entreprises extérieures éventuellement chargées de travaux et de tout ou partie de l'exploitation.

De manière générale, toute intervention d'entreprise extérieure sur le périmètre autorisé de la carrière doit être déclarée préalablement au Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement.

Le titulaire de l'autorisation d'exploiter rédige par ailleurs le document de sécurité et de santé, les consignes, fixe les règles d'exploitation, d'hygiène et de sécurité. Il élabore les dossiers de prescriptions visés par les textes.

Il porte le document de sécurité et de santé, les consignes et dossiers de prescriptions à la connaissance du personnel concerné ou susceptible de l'être et des entreprises extérieures visées ci-dessus et les tient à jour.

2.4. Déclaration de début d'exploitation :

La déclaration de début d'exploitation telle qu'elle est prévue à l'article 23-1 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 susvisé est envoyée en trois exemplaires au Préfet.

Elle ne peut être adressée que lorsque les travaux préliminaires mentionnés aux paragraphes 2.1., 2.2. et 2.3. ont été réalisés.

3. CONDUITE DE L'EXPLOITATION

3.1. Horaires de travail :

L'exploitation de la carrière s'effectue de **7 heures à 19 heures**, du **lundi au vendredi**, hors jours fériés.

L'exploitant veille à organiser le travail de façon à ce que les opérations générant le plus de nuisances pour le voisinage soient, dans la mesure du possible, menées aux horaires où elles sont susceptibles d'avoir un impact moindre pour ce voisinage.

3.2. Exploitation :

La seule exploitation autorisée par le présent arrêté est la reprise des fonds dans les zones identifiées sur les plans insérés en annexes (*annexes n° 1 et 2*).

Sauf disposition contraire aux présentes prescriptions, l'exploitation est menée conformément au dossier de demande d'autorisation temporaire : installation de pont et convoyeur à bande flottants.

L'extraction se fera d'abord sur le secteur A puis, une fois ce secteur achevé, sur le secteur B. L'exploitant avertira l'inspection des installations classées de ce changement de secteur d'exploitation. Ces secteurs doivent être matérialisés à l'aide de bouées avant leur début d'exploitation, conformément au point 2.2 des prescriptions annexées au présent arrêté.

Le volume autorisé d'extraction s'élève à **80 000 m³** représentant **136 000 tonnes**. Ces valeurs correspondent aux matériaux alluvionnaires (sables et graviers) présents sur le substratum crayeux. La côte minimale d'exploitation est de - 9 m NGF.

3.3. Traitement - Transport – Evacuation des matériaux

Les matériaux extraits sont traités sur l'installation de criblage concassage sise sur la commune d'ANNEVILLE AMBOURVILLE.

Les matériaux acheminés, pour ressuyage, sur la berge par un convoyeur à bande sur caissons flottants ne doivent pas représenter plus de **15 000 m³**. Ils sont repris à l'aide d'une chargeuse pour être transportés par un tombereau jusqu'à l'installation de traitement susvisée.

3.4. Registres et plans :

Un plan d'échelle adapté à la superficie de l'exploitation, est établi et mis à jour **à la fin de la période initiale d'autorisation temporaire** (6 mois), sur lequel sont reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;
- les niveaux bathymétriques du plan d'eau ;
- la position des ouvrages situés en surface et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales.

Doivent également apparaître de manière distincte sur ce plan :

- les zones en cours d'exploitation ;
- les zones exploitées ;
- les futures zones à exploiter (si la présente autorisation fait l'objet d'une demande de renouvellement pour 6 mois supplémentaires).

Ce plan mis à jour est envoyé à l'inspection des installations classées.

4. REMISE EN ETAT et DECLARATION DE FIN DE TRAVAUX

4.1. Conditions de remise en état :

L'exploitant est tenu de remettre en état le site de telle sorte qu'il ne présente aucun inconvénient pour les intérêts visés à l'article L511-1 du Code de l'Environnement.

En particulier, les installations flottantes seront démontées. L'exploitant veillera à ce qu'aucun déchet ne subsiste dans/sur le plan d'eau et sur les berges.

4.2. Déclaration de fin de travaux :

A la fin des travaux de reprise de fonds autorisés par le présent arrêté, l'exploitant adresse au préfet une notification de fin d'exploitation et un dossier de déclaration de fin de travaux visant à récoler les différents arrêtés visés par les parcelles concernées par la présente exploitation. Ce dossier comprendra notamment :

- le plan à jour de l'installation tel que décrit à l'article 3.4. des présentes prescriptions ;
- le plan de remise en état définitif sur lequel figure le détail des actions de réaménagement et de mise en sécurité du site engagées ;
- un mémoire sur l'état du site.

Le mémoire précise les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts visés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 (repris à l'article L. 511-1 du code de l'environnement), et pouvant comporter notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, ainsi que des déchets présents sur le site ;
- la dépollution des sols et des eaux souterraines éventuellement polluées ;
- l'insertion du site de l'exploitation dans son environnement ;
- en cas de besoin, la surveillance à exercer de l'impact du dispositif mis en place pour l'exploitation sur son environnement.

5. GARANTIES FINANCIERES

Compte tenu de la nature de la présente autorisation, il n'y a pas de modification de l'état initial et de l'état final d'un point de vue des superficies exploitées. Il n'est pas nécessaire de prescrire des garanties financières.

6. SECURITE

6.1. Sécurité du public :

Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit. Il est interdit de laisser à des tiers l'utilisation du site avant le terme de l'exploitation.

L'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation est interdit. Le plan d'eau dans lequel se situent les secteurs A et B sont à l'intérieur d'un périmètre protégé par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent".

Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées.

6.2. Risques :

Le site est pourvu d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur.

7. PREVENTION DES POLLUTIONS ET NUISANCES

7.1. Généralités :

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisance par le bruit et les vibrations et l'impact visuel.

L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté. Les bâtiments, installations, aires de stationnement, voies de circulation internes sont entretenus en permanence.

Les voies de circulation internes et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues. Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation publiques.

7.2. Eau :

7.2.1. Prévention des pollutions accidentelles :

7.2.1.1 Pelle mécanique sur barge flottante :

Le ravitaillement des engins situés sur la barge flottante (pelle mécanique) se fait par l'intermédiaire d'une cuve flottante à double paroi. Lors du remplissage de cette cuve flottante, toutes les précautions sont prises pour éviter que des égouttures ne se déversent dans le milieu naturel. Pour cela, du papier absorbant doit être installé à proximité du lieu de dépotage.

Des couvertures absorbantes et un barrage flottant doivent être stockés à proximité afin de les mettre en place le plus rapidement possible en cas de déversement de substances polluantes dans le plan d'eau.

7.2.1.2 Véhicules sur piste :

Sur terre, l'entretien et le ravitaillement des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.

Le stationnement des engins en dehors des périodes d'activité s'effectue sur une aire étanche aménagée également pour la récupération des fuites éventuelles.

Les engins sont équipés de kits d'intervention contenant le matériel approprié au traitement rapide d'une pollution locale aux hydrocarbures.

7.2.1.3 Stockages :

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits et les symboles de danger correspondants.

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 pour 100 de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 pour 100 de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1 000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1 000 litres.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles.

7.2.2. Rejets :

Le pompage et le rejet d'eau de nappe sont interdits. En particulier, le rabattement de nappe est interdit.

Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel, et notamment les eaux de ruissellement des aires étanches mentionnées à l'article 7.2.1. des présentes prescriptions, respectent les prescriptions suivantes :

- pH compris entre 5,5 et 8,5 ;
- Température inférieure à 30°C ;
- Matières En Suspension Totales (MEST) : concentration < 35 mg/l (norme NF T 90 105) ;
- Demande Chimique en Oxygène sur effluent non décanté (D.C.O.) : concentration inférieure à 125 mg/l (norme NF T 90 101) ;
- Hydrocarbures Totaux (HCT) : concentration inférieure à 10 mg/l (norme NF EN ISO 9377-2).

Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur vingt-quatre heures ; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.

La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l.

Les points de rejet des eaux canalisées susvisées sont équipés d'un canal de mesure du débit et d'un dispositif de prélèvement.

Quant aux eaux usées domestiques, elles sont traitées conformément à la réglementation en vigueur et notamment à l'arrêté ministériel du 6 mai 1996 fixant les prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif.

L'exploitant doit prendre par ailleurs toute précaution pour éviter les pollutions accidentelles des eaux souterraines.

7.3. Air :

L'exploitant prend toutes dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières. En particulier, les pistes sont arrosées par temps sec.

Par ailleurs, tout brûlage à l'air libre est interdit.

7.4. Déchets :

Toutes dispositions sont prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles. Les diverses catégories de déchets sont collectées séparément puis valorisées ou éliminées vers des installations dûment autorisées. **L'exploitant doit être en mesure d'en justifier l'élimination.**

Les déchets sont stockés dans des conditions prévenant les risques de pollution (prévention des envois, infiltrations ...). Tout brûlage à l'air libre est interdit.

7.5. Bruits :

7.5.1. Généralités :

Le site est exploité de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

Les bruits émis par la carrière ne doivent pas engendrer, à l'intérieur des locaux riverains habités ou occupés par des tiers, que les fenêtres soient ouvertes ou fermées et, le cas échéant, en tous points des parties extérieures (cour, jardin, terrasse...) de ces mêmes locaux, une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7 heures à 19 heures, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 19 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)

Cette émergence est mesurée conformément à l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

Le niveau limite de bruit à ne pas dépasser en limite de la zone d'exploitation autorisée est de **65 dB(A)** pour la période de jour.

Un contrôle des niveaux sonores et des émergences est effectué par l'exploitant **dès les premiers travaux exercés sur chacun des secteurs A et B**. L'exploitant prend les mesures correctives nécessaires en cas de dépassement des valeurs réglementaires.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur des carrières, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, doivent être conformes à la réglementation en vigueur. En particulier, les engins utilisés dans la carrière et mis pour la première fois en circulation après le 22 octobre 1989 doivent

répondre aux règles d'insonorisation fixées par le décret n° 95-79 du 23 janvier 1995 fixant les prescriptions prévues par l'article L 571-2 du Code de l'Environnement.

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents ou à la sécurité des personnes.

Pour les engins de chantier devant être équipés d'un dispositif avertisseur actionné automatiquement par l'enclenchement de la marche arrière, le recours à un système non sonore ou à fréquence basse est souhaitable.

7.5.2. Mesures réductrices :

Afin de limiter l'impact sonore de l'activité sur les riverains, les matériaux extraits sont acheminés vers l'installation de traitement exclusivement par voies internes à la carrière. Les installations flottantes sont disposées conformément au plan annexé au présent arrêté (annexe n° 2).

7.6. Contrôles :

L'Inspection des Installations Classées peut demander à tout moment la réalisation de prélèvements et analyses liquides ou gazeux ou de déchets ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores de l'installation, les frais étant à la charge de l'exploitant.

8. DISPOSITIONS DIVERSES

8.1. Déclarations des accidents et incidents :

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement.

L'exploitant doit notamment déclarer au Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, tout accident du travail ayant donné lieu à une durée d'incapacité temporaire supérieure ou égale à 3 jours.

8.2. Sanctions :

Sans préjudice des sanctions de toutes natures prévues par les règlements en vigueur toute infraction aux prescriptions relatives aux conditions de remise en état constitue après mise en demeure un délit conformément aux dispositions de l'article L 514-11 du Code de l'Environnement.

9. ECHEANCIER

Nature	§	Principales Echéances
Affichage réglementaire à l'entrée de l'exploitation	2.1	Avant la déclaration de début d'exploitation
Bornage du périmètre de l'autorisation	2.2	Avant la déclaration de début d'exploitation
Déclaration des entreprises extérieures au DRIRE	2.3	Avant toute intervention des entreprises sur le site
Elaboration d'un Dossier Santé Sécurité	2.3	Avant la déclaration de début d'exploitation
Déclaration du directeur technique au DRIRE	2.3	Avant la déclaration de début d'exploitation
Déclaration de changement de secteur	3.2	Avant le début d'exploitation du secteur B
Envoi à l'inspection des installations classées d'un plan à jour de l'exploitation	3.4	A la fin de la période initiale d'autorisation (6mois)
Notification de fin d'exploitation	4.2	Avant la date d'expiration de l'autorisation
Entretien et vérification des équipements de lutte contre l'incendie	6.2	Tous les ans
Contrôle des niveaux sonores en limite d'exploitation	7.5	Dès le début des travaux sur chacun des secteurs A et B
Déclaration au DRIRE des accidents et incidents	8.1	En cas d'accident grave, en informer le DRIRE dans les meilleurs délais

ANNEXE 1 :

**LOCALISATION DES PARCELLES CONCERNEES
PAR L'AUTORISATION DE REPRISE DE FONDS**



PRECEDENTS ARRETES D'AUTORISATION

Localis. Date Durée

21/01/1974 30 ans

29/05/1985 12 ans

04/11/2003 5 ans

Emprise de l'autorisation
solicitée

Source : Cadastre

ANNEVILLE-AMBOURVILLE

Echelle : 1/5 000
Mars 2007

Ref. Info : S2A/Fs/secteur/4/000/07/proc.01
Date d'impression : 16/03/07

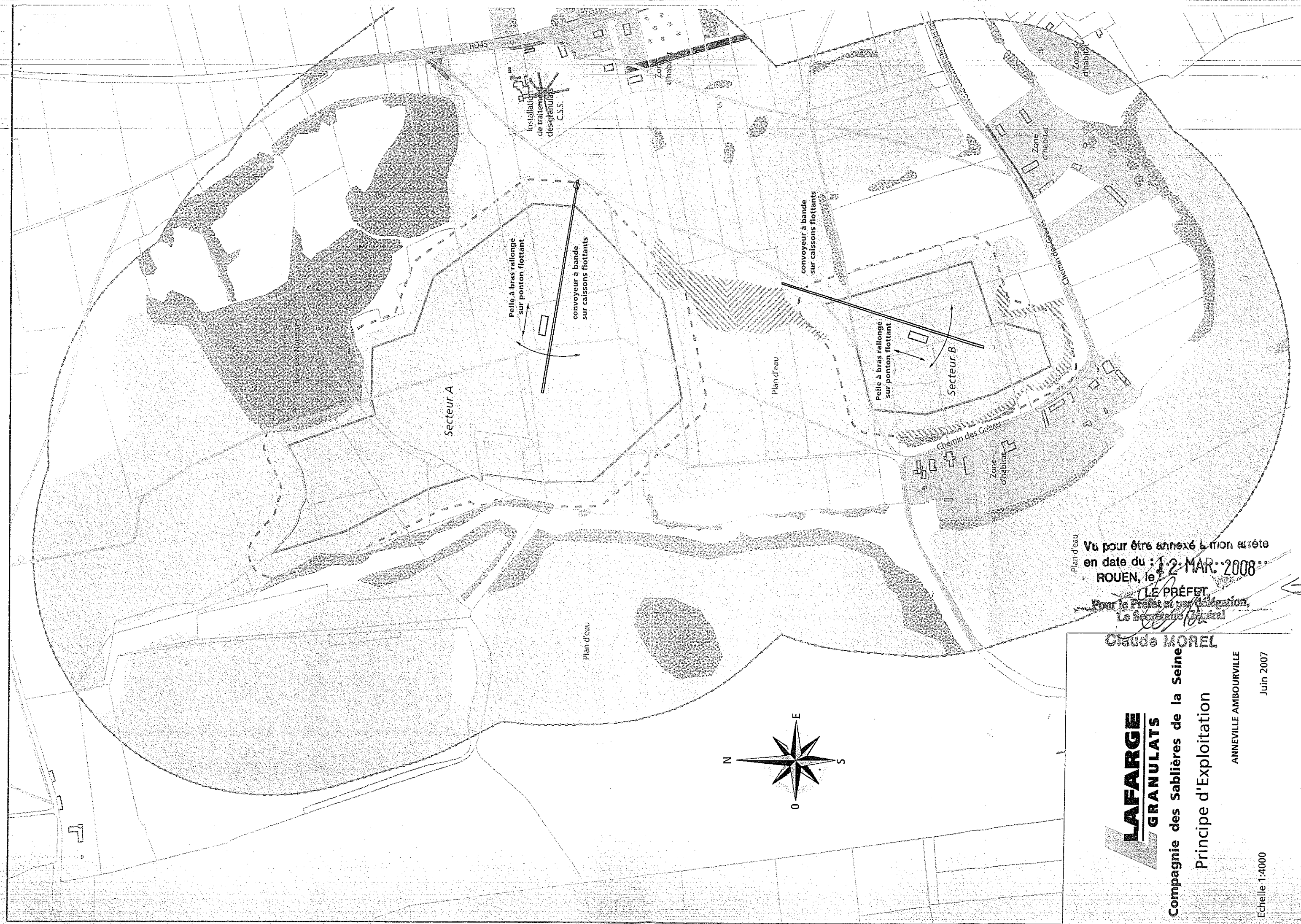


Vu pour être annexé à mon arrêté
en date du : 12 MAR. 2007
ROUEN, le :

LE PRÉFET,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général

Claude MOREL

ANNEXE 2 :
PRINCIPE D'EXPLOITATION



Vu pour être annexé à mon arrêté
en date du : 12 MAR 2008
ROUEN, le 12 MAR 2008
LE PRÉFET,
Pour le Préfet et par déléguation,
Le Secrétaire Général

Claude MOREL



Compagnie des Sablières de la Seine
Principe d'Exploitation

ANNEVILLE AMBOURVILLE

Juin 2007

Echelle 1:4000